



CHAPITRE 39

Loi instituant un nouveau Code civil et
portant réforme du droit de la famille

[Sanctionnée le 19 décembre 1980]

Préam-
bule,

CONSIDÉRANT qu'en 1955, la Législature décidait de confier à un juriste la révision générale du Code civil du Bas-Canada;

CONSIDÉRANT qu'en 1960, la Législature décidait que le rapport de ce juriste servirait de base à la préparation d'un projet définitif de nouveau Code civil;

CONSIDÉRANT que le rapport de ce juriste a été déposé à l'Assemblée nationale le 20 juin 1978;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'instituer un nouveau Code civil, mais qu'il importe d'échelonner l'adoption de ses différentes parties en raison de l'ampleur des réformes proposées et des études qu'elles requièrent;

CONSIDÉRANT qu'il est par ailleurs opportun de procéder d'abord à la réforme du droit de la famille;

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Code civil
du Québec,
Livres
deuxième.

1. Il est institué un Code civil du Québec dont le Livre deuxième se lit comme suit:

«LIVRE DEUXIÈME

«DE LA FAMILLE

«TITRE PREMIER

«DU MARIAGE

«CHAPITRE PREMIER

«DES CONDITIONS REQUISES POUR CONTRACTER MARIAGE

«**400.** Le mariage requiert le consentement libre et éclairé des futurs époux.

«**401.** Le consentement au mariage consiste dans la volonté qu'expriment un homme et une femme de se prendre pour époux.

«**402.** On ne peut contracter mariage avant d'avoir atteint l'âge de dix-huit ans.

«**403.** Une dispense d'âge peut être accordée par le tribunal, pour motif sérieux, lorsque le futur conjoint est âgé d'au moins seize ans.

Le titulaire de l'autorité parentale et, le cas échéant, le tuteur et les personnes qui ont la garde du mineur doivent être appelés à donner leur avis.

Le mineur peut demander seul la dispense d'âge.

«**404.** On ne peut contracter un nouveau mariage avant l'annulation ou la dissolution du précédent.

«**405.** On ne peut contracter mariage avec un ascendant ou un descendant ni avec un frère, une soeur ou un de leurs enfants au premier degré.

On ne peut non plus contracter mariage entre alliés en ligne directe.

«**406.** En cas d'adoption, le tribunal peut, suivant les circonstances, permettre un mariage en ligne collatérale.

«CHAPITRE DEUXIÈME

«DES OPPOSITIONS AU MARIAGE

«**407.** Toute personne intéressée peut faire opposition à la célébration d'un mariage entre personnes inhabiles à le contracter.

«**408.** Le mineur peut s'opposer seul à un mariage. Il peut aussi agir seul en défense.

«**409.** L'opposant peut être tenu de dommages-intérêts s'il a exercé abusivement son droit d'opposition.

«CHAPITRE TROISIÈME

«DE LA CÉLÉBRATION DU MARIAGE

«**410.** Le mariage doit être contracté publiquement devant un célébrant compétent et en présence de deux témoins.

«**411.** Sont des célébrants compétents les ministres du culte autorisés par la loi à célébrer les mariages ou à tenir les registres de l'état civil ainsi que, dans le district judiciaire pour lequel ils sont nommés, le protonotaire et chacun des adjoints qu'il désigne.

«**412.** Aucun ministre du culte ne peut être contraint à célébrer un mariage contre lequel il existe quelque empêchement selon sa religion et la discipline de la société religieuse à laquelle il appartient.

«**413.** On doit, avant de procéder à la célébration d'un mariage, faire une publication par voie d'affiche apposée, pendant vingt jours avant la date prévue pour la célébration, au lieu où doit être célébré le mariage.

Au moment de la publication ou de la demande de dispense, les époux doivent être informés de l'opportunité d'un examen médical prénuptial.

«**414.** La publication de mariage énonce les nom, prénoms, profession et domicile de chacun des futurs époux, ainsi que le jour et le lieu de leur naissance. L'exactitude de ces énonciations est attestée par un témoin majeur.

«**415.** Le célébrant peut, pour un motif valable, accorder une dispense de publication.

«**416.** Si le mariage n'est pas célébré dans les trois mois à compter de la vingtième journée de la publication, celle-ci doit être faite de nouveau.

«**417.** Avant de procéder au mariage, le célébrant s'assure de l'identité et de l'état matrimonial des futurs époux.

Il s'assure également que toutes les formalités ont été remplies et que les dispenses, s'il y a lieu, ont été accordées.

«**418.** Le célébrant fait lecture aux futurs époux, en présence des témoins, des dispositions des articles 441 à 445.

Il demande à chacun des futurs époux et reçoit d'eux personnellement la déclaration qu'ils veulent se prendre pour époux. Il les déclare alors unis par le mariage.

«**419.** Le célébrant inscrit sans délai l'acte de mariage dans les registres de l'état civil.

Si le célébrant n'est pas autorisé à tenir les registres, il dresse un acte de mariage et le transmet, dans les trente jours de la célébration, au protonotaire du district où le mariage a été célébré avec une déclaration en attestant la vérité.

«**420.** Le protonotaire ou son adjoint procède à la célébration du mariage selon les règles édictées par arrêté du ministre de la Justice et perçoit des futurs époux, pour le compte du ministre des Finances, tout droit fixé par décret.

«CHAPITRE QUATRIÈME

«DE LA PREUVE DU MARIAGE

«**421.** Le mariage se prouve par l'acte de mariage, sauf les cas où la loi autorise un autre mode de preuve.

«**422.** La possession d'état d'époux supplée aux défauts de forme de l'acte de mariage.

«CHAPITRE CINQUIÈME

«DES NULLITÉS DE MARIAGE

«SECTION I

«DES CAUSES DE NULLITÉ

«**423.** La nullité du mariage contracté par une personne mariée, par une personne de moins de seize ans ou malgré un empêchement de parenté peut être déclarée à tout moment à la demande de toute personne intéressée.

«**424.** La nullité du mariage contracté par une personne qui s'est soumise aux formalités de la célébration sans avoir l'intention d'assumer les obligations du mariage peut être déclarée à la demande de toute personne intéressée.

Le mariage ne peut plus être attaqué lorsqu'il y a eu cohabitation pendant un an.

«**425.** La nullité du mariage contracté par une personne privée de discernement peut être déclarée à la demande de son curateur ou de l'un ou l'autre des époux.

«**426.** La nullité du mariage contracté par une personne dont le consentement n'a pas été libre ou a été entaché d'erreur ne peut être déclarée qu'à la demande de cette personne.

L'erreur n'est cause de nullité que si elle porte sur une qualité essentielle du conjoint, par suite du dol de ce dernier ou d'un tiers à sa connaissance, ou sur l'identité du conjoint.

«**427.** Le mariage ne peut plus être attaqué lorsqu'il y a eu cohabitation des époux pendant un an depuis le recouvrement du discernement ou depuis que l'époux a acquis sa pleine liberté ou a connu son erreur.

«**428.** La nullité du mariage contracté par une personne impuissante au moment du mariage peut être déclarée à la demande de l'un ou l'autre des époux.

Le mariage ne peut plus être attaqué lorsqu'il y a eu cohabitation pendant un an.

«**429.** La nullité du mariage contracté, sans dispense judiciaire, par une personne âgée de seize à dix-huit ans peut être déclarée à la demande de cette personne ou des personnes qui doivent être appelées à donner leur avis lorsqu'une dispense d'âge est demandée.

Le mariage ne peut plus être attaqué lorsqu'il s'est écoulé un an depuis que la condition d'âge a été remplie.

«**430.** Le mariage qui n'a pas été contracté publiquement devant un célébrant compétent et en présence de deux témoins peut être déclaré nul à la demande de toute personne intéressée, sauf au tribunal à juger suivant les circonstances.

«SECTION II

«DES EFFETS DE LA NULLITÉ

«**431.** La nullité du mariage, pour quelque cause que ce soit, ne prive pas les enfants des avantages qui leur sont assurés par la loi ou par le contrat de mariage.

Elle laisse subsister les droits et les devoirs des père et mère à l'égard de leurs enfants.

«**432.** Le mariage qui a été déclaré nul produit des effets civils en faveur des époux qui étaient de bonne foi.

Il est procédé notamment à la liquidation du régime matrimonial qui est alors présumé avoir existé, à moins que les époux ne conviennent de reprendre chacun leurs biens.

«**433.** Si les époux étaient de mauvaise foi, ils reprennent chacun leurs biens.

«**434.** Si un seul des époux était de bonne foi, il peut, à son choix, reprendre ses biens ou demander la liquidation du régime matrimonial qui est alors présumé avoir existé.

«**435.** Sous réserve de l'article 437, l'époux de bonne foi a droit aux donations qui lui ont été consenties en considération du mariage.

Toutefois, le tribunal peut, au moment où il prononce la nullité du mariage, les déclarer caduques ou les réduire, ou ordonner que le paiement des donations entre vifs soit différé pour un temps qu'il détermine, en tenant compte des circonstances dans lesquelles se trouvent les parties.

«**436.** La nullité du mariage rend nulles les donations entre vifs consenties à l'époux de mauvaise foi en considération du mariage.

«**437.** La nullité du mariage rend nulles les donations à cause de mort que les époux se sont consenties en considération du mariage.

«**438.** Un époux est présumé avoir contracté mariage de bonne foi, à moins que le tribunal, en prononçant la nullité, ne le déclare de mauvaise foi.

«**439.** Le tribunal statue, comme en matière de divorce, sur les mesures provisoires durant l'instance, sur la garde, l'entretien et l'éducation des enfants et, en prononçant la nullité, sur le droit de l'époux de bonne foi à des aliments et sur l'apport de celui-ci à l'enrichissement du patrimoine de son conjoint.

«CHAPITRE SIXIÈME

«DES EFFETS DU MARIAGE

«**440.** Les époux ne peuvent déroger aux dispositions du présent chapitre, quel que soit leur régime matrimonial.

«SECTION I

«DES DROITS ET DES DEVOIRS DES ÉPOUX

«**441.** Les époux ont, en mariage, les mêmes droits et les mêmes obligations.

Ils se doivent mutuellement respect, fidélité, secours et assistance.

Ils sont tenus de faire vie commune.

«**442.** Chacun des époux conserve, en mariage, ses nom et prénom; il exerce ses droits civils sous ces nom et prénom.

«**443.** Ensemble, les époux assurent la direction morale et matérielle de la famille, exercent l'autorité parentale et assument les tâches qui en découlent.

«**444.** Les époux choisissent de concert la résidence familiale.

«**445.** Les époux contribuent aux charges du mariage en proportion de leurs facultés respectives.

Chaque époux peut s'acquitter de sa contribution par son activité au foyer.

«**446.** L'époux qui contracte pour les besoins courants de la famille engage aussi pour le tout son conjoint non séparé de corps.

Toutefois, le conjoint n'est pas obligé à la dette s'il avait préalablement porté à la connaissance du cocontractant sa volonté de n'être pas engagé.

«**447.** Chacun des époux peut donner à l'autre mandat de le représenter dans des actes relatifs à la direction morale et matérielle de la famille.

Ce mandat est présumé lorsque l'un des époux est dans l'impossibilité de manifester sa volonté pour quelque cause que ce soit ou ne peut le faire en temps utile.

«**448.** Si les époux ne parviennent pas à s'accorder sur l'exercice de leurs droits et l'accomplissement de leurs devoirs, les époux ou l'un d'eux peuvent saisir le tribunal qui statuera dans l'intérêt de la famille, après avoir favorisé la conciliation des parties.

«SECTION II

«DE LA RÉSIDENCE FAMILIALE

«**449.** Un époux ne peut, sans le consentement de son conjoint, nantir, aliéner ni transporter hors de la résidence principale de la famille les meubles qui sont affectés à l'usage du ménage.

«**450.** Le conjoint qui n'a pas donné son consentement à un acte relatif à un meuble garnissant la résidence principale de la famille et affecté à l'usage du ménage peut, s'il n'a pas ratifié l'acte, en demander la nullité.

Toutefois, l'acte à titre onéreux ne peut être annulé si le cocontractant était de bonne foi.

«**451.** L'époux locataire de la résidence principale de la famille ne peut, sans le consentement écrit de son conjoint, sous-louer, céder son droit, ni mettre fin au bail lorsque le locateur a été avisé, par l'un ou l'autre des époux, du fait que le logement servait de résidence principale.

Le conjoint qui n'a pas donné son consentement à l'acte peut, s'il ne l'a pas ratifié, en demander la nullité.

«**452.** L'époux propriétaire d'un immeuble de moins de cinq logements qui sert, en tout ou en partie, de résidence principale de la famille ne peut, sans le consentement de son conjoint, l'aliéner, le grever d'un droit réel ni en louer la partie réservée à l'usage de la famille.

À moins qu'il n'ait ratifié l'acte, le conjoint qui n'y a pas donné son consentement peut en demander la nullité si une déclaration de résidence a été préalablement enregistrée contre l'immeuble.

«**453.** L'époux propriétaire d'un immeuble de cinq logements ou plus qui sert, en tout ou en partie, de résidence principale de la famille ne peut, sans le consentement de son conjoint, l'aliéner ni en louer la partie réservée à l'usage de la famille.

Si une déclaration de résidence a été préalablement enregistrée contre l'immeuble, le conjoint qui n'a pas donné son consentement à l'acte d'aliénation peut exiger de l'acquéreur qu'il lui consente un bail des lieux déjà occupés à des fins résidentielles, aux conditions régissant le bail d'un logement; sous la même condition, celui qui n'a pas donné son consentement à l'acte de location peut, s'il ne l'a pas ratifié, en demander la nullité.

«**454.** L'usufruitier, l'emphytéote et l'usager sont soumis aux règles des articles 452 et 453.

«**455.** La déclaration de résidence est faite par les époux ou l'un d'eux.

Lorsqu'elle est faite par le conjoint de l'époux propriétaire de la résidence, il doit, sans délai, en donner avis à ce dernier.

«**456.** Un époux peut être autorisé par le tribunal à passer seul un acte pour lequel le consentement de son conjoint serait nécessaire, s'il ne peut l'obtenir pour quelque cause que ce soit ou si le refus n'est pas justifié par l'intérêt de la famille.

L'autorisation est spéciale et pour un temps déterminé; elle peut être modifiée ou révoquée.

«**457.** En cas de séparation de corps, de divorce ou d'annulation du mariage, le tribunal peut, à la demande de l'un des époux, attribuer au conjoint du locataire le bail de la résidence principale de la famille.

L'attribution lie le locateur dès que le jugement lui est signifié et libère, pour l'avenir, le locataire originaire des droits et obligations résultant du bail.

«**458.** En cas de séparation de corps, de dissolution ou d'annulation du mariage, le tribunal peut attribuer, à l'un des époux ou au survivant, la propriété ou l'usage de meubles de son conjoint qui garnissent la résidence principale de la famille et sont affectés à l'usage du ménage.

«**459.** En cas de dissolution ou d'annulation du mariage, le tribunal peut attribuer, à l'un des époux ou au survivant, en compensation de son apport à l'enrichissement du patrimoine de son conjoint, un droit de propriété ou d'habitation de l'immeuble qui

servait de résidence principale de la famille et sur lequel son conjoint a un droit de propriété.

En cas de séparation de corps, seul un droit d'habitation peut être attribué.

«**460.** L'attribution du droit d'usage, d'habitation ou de propriété se fait, à défaut d'accord entre les parties, aux conditions que le tribunal détermine et notamment, s'il y a lieu, moyennant une soulte payable au comptant ou par versements.

Lorsque la soulte est payable par versements, le tribunal en fixe les modalités de garantie et de paiement.

«**461.** L'attribution judiciaire d'un droit de propriété est assujettie aux dispositions relatives à la vente.

«**462.** Le jugement qui attribue un droit d'usage, d'habitation ou de propriété équivaut à titre et en a tous les effets.

«CHAPITRE SEPTIÈME

«DES RÉGIMES MATRIMONIAUX

«SECTION I

«DISPOSITIONS GÉNÉRALES

« § 1.—*Du choix du régime matrimonial*

«**463.** Il est permis de faire, par contrat de mariage, toutes sortes de stipulations, sous réserve des dispositions impératives de la loi, de l'ordre public et des bonnes mœurs.

«**464.** Les époux qui, avant la célébration du mariage, n'ont pas fixé leur régime matrimonial par contrat de mariage sont soumis au régime de la société d'acquêts.

«**465.** Le régime matrimonial, qu'il soit légal ou conventionnel, prend effet du jour de la célébration du mariage.

La modification du régime effectuée pendant le mariage prend effet du jour de l'acte la constatant.

On ne peut stipuler que le régime matrimonial ou sa modification prendra effet à une autre date.

«**466.** Le mineur autorisé à se marier peut, avant la célébration du mariage, consentir toutes les conventions matrimoniales

permises dans un contrat de mariage, pourvu qu'il soit autorisé à cet effet par le tribunal.

Le titulaire de l'autorité parentale ou, le cas échéant, le tuteur doivent être appelés à donner leur avis.

Le mineur peut demander seul l'autorisation.

«**467.** Les conventions non autorisées par le tribunal ne peuvent être attaquées que par le mineur ou les personnes qui devaient être appelées à donner leur avis; elles ne peuvent plus l'être lorsqu'il s'est écoulé une année depuis la célébration du mariage.

«**468.** Le prodigue et le faible d'esprit ne peuvent passer de conventions matrimoniales sans l'assistance de leur conseil judiciaire ou curateur, ce dernier devant être autorisé à cet effet par le tribunal sur l'avis du conseil de famille.

Les conventions passées en violation du présent article ne peuvent être attaquées que par le prodigue, le faible d'esprit, leur curateur ou conseil judiciaire, selon le cas; elles ne peuvent plus l'être lorsqu'il s'est écoulé une année depuis la célébration du mariage ou depuis le jour de l'acte modifiant les conventions matrimoniales.

«**469.** Les futurs époux peuvent modifier leurs conventions matrimoniales, avant la célébration du mariage, en présence et avec le consentement de tous ceux qui ont été parties au contrat de mariage, pourvu que ces modifications soient elles-mêmes faites par contrat de mariage.

«**470.** Les époux peuvent, pendant le mariage, modifier leur régime matrimonial, ainsi que toute stipulation de leur contrat de mariage, pourvu que ces modifications soient elles-mêmes faites par contrat de mariage.

Les donations portées au contrat de mariage, y compris celles qui sont faites à cause de mort, peuvent être modifiées, même si elles sont stipulées irrévocables, pourvu que soit obtenu le consentement de tous les intéressés.

Les créanciers, s'ils en subissent préjudice, peuvent, dans le délai d'un an à compter du jour où ils ont eu connaissance des modifications apportées au contrat de mariage, les faire déclarer inopposables à leur égard.

«**471.** Les enfants à naître sont représentés par les époux pour la modification ou la suppression, avant ou pendant le mariage, des donations faites en leur faveur par contrat de mariage.

«**472.** Les contrats de mariage doivent être notariés et porter minute, à peine de nullité absolue.

«**473.** Le notaire qui reçoit le contrat de mariage modifiant un contrat antérieur doit, sans délai, en donner avis, sous pli recommandé ou certifié, au dépositaire de la minute du contrat de mariage original et au dépositaire de la minute de tout contrat modifiant le régime matrimonial. Le dépositaire est tenu de faire mention du changement sur la minute et sur toute copie qu'il en délivre, en indiquant la date du contrat, le nom du notaire et le numéro de sa minute.

«**474.** Un avis de tout contrat de mariage doit être donné par le notaire instrumentant à la personne chargée de tenir le registre central des régimes matrimoniaux.

« § 2.—*De l'exercice des droits et pouvoirs résultant du régime matrimonial*

«**475.** Chacun des époux peut donner à l'autre mandat de le représenter dans l'exercice des droits et pouvoirs que le régime matrimonial lui attribue.

«**476.** Le tribunal peut confier à l'un des époux le mandat d'administrer les biens de son conjoint ou les biens dont celui-ci a l'administration en vertu du régime matrimonial, lorsque le conjoint ne peut manifester sa volonté ou ne peut le faire en temps utile.

Il fixe les modalités et les conditions d'exercice des pouvoirs conférés.

«**477.** Le tribunal peut prononcer le retrait du mandat judiciaire dès qu'il est établi qu'il n'est plus nécessaire.

Ce mandat cesse de plein droit dès que le conjoint est pourvu d'un curateur.

«**478.** L'époux qui a eu l'administration des biens de son conjoint est comptable même des fruits qui ont été consommés avant qu'il n'ait été mis en demeure de rendre compte.

«**479.** Si l'un des époux a outrepassé les pouvoirs que lui attribue le régime matrimonial, l'autre, à moins qu'il n'ait ratifié l'acte, peut en demander la nullité.

Toutefois, en matière de meubles, chaque époux est réputé, à l'égard des tiers de bonne foi, avoir le pouvoir de passer seul les actes à titre onéreux pour lesquels le consentement du conjoint serait nécessaire.

«SECTION II

«DE LA SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS

« § 1.—*De ce qui compose la société d'acquêts*

«**480.** Les biens que chacun des époux possède au début du régime ou qu'il acquiert par la suite constituent des acquêts ou des propres selon les règles prévues ci-après.

«**481.** Les acquêts de chaque époux comprennent tous les biens non déclarés propres par la loi et notamment:

1° le produit de son travail au cours du régime;

2° les fruits et revenus échus ou perçus au cours du régime, provenant de tous ses biens, propres ou acquêts.

«**482.** Sont propres à chacun des époux:

1° les biens dont il a la propriété ou la possession au début du régime;

2° les biens qui lui étoient au cours du régime, par succession, legs ou donation et, si le testateur ou le donateur l'a stipulé, les fruits et revenus qui en proviennent;

3° les biens qu'il acquiert en remplacement d'un propre de même que les indemnités d'assurance qui s'y rattachent;

4° les droits ou avantages qui lui étoient à titre de propriétaire subsidiaire ou à titre de bénéficiaire d'un contrat ou d'un régime de retraite, d'une autre rente ou d'une assurance de personnes;

5° ses vêtements, son linge et ses papiers personnels, ses alliances, ses décorations et ses diplômes;

6° les instruments de travail nécessaires à sa profession, sauf récompense s'il y a lieu.

«**483.** Est également propre, à charge de récompense, le bien acquis avec des propres et des acquêts, si la valeur des propres employés est supérieure à la moitié du coût total d'acquisition de ce bien. Autrement, il est acquêt à charge de récompense.

La même règle s'applique à l'assurance sur la vie, de même qu'aux pensions de retraite et autres rentes que l'époux peut racheter par anticipation. Le coût total est déterminé par l'ensemble des primes ou sommes versées, sauf dans le cas de l'assurance temporaire où il est déterminé par la dernière prime.

«**484.** Lorsque, au cours du régime, un époux, déjà propriétaire en propre d'une partie indivise d'un bien, en acquiert une autre partie, celle-ci lui est également propre, sauf récompense s'il y a lieu.

Toutefois, si la valeur des acquêts employés pour cette acquisition est égale ou supérieure à la moitié de la valeur totale du bien dont l'époux est devenu propriétaire, ce bien devient acquêt à charge de récompense.

«**485.** Le droit d'un époux à une pension alimentaire, à une pension d'invalidité ou à quelque autre avantage de même nature, lui reste propre, mais sont acquêts tous les avantages pécuniaires qui en proviennent et qui sont échus ou perçus au cours du régime ou qui sont payables, à son décès, à ses héritiers et ayants droit.

Il en est de même des pensions de retraite et autres rentes que le titulaire ne peut racheter par anticipation.

Aucune récompense n'est due en raison des sommes ou primes payées avec les acquêts ou les propres pour acquérir ces pensions ou autres avantages.

«**486.** Sont également propres à l'époux le droit à des dommages-intérêts et l'indemnité reçue pour atteinte à la personne.

La même règle s'applique au droit et à l'indemnité découlant d'un contrat d'assurance ou de tout autre régime d'indemnisation, mais aucune récompense n'est due en raison des primes ou sommes payées avec les acquêts.

«**487.** Le bien acquis à titre d'accessoire ou d'annexe d'un bien propre ainsi que la construction faite sur un immeuble propre restent propres, sauf récompense s'il y a lieu.

Cependant, si c'est avec les acquêts qu'a été acquis l'accessoire ou l'annexe, ou qu'a été faite la construction, et que sa valeur soit égale ou supérieure à celle du bien propre, le tout devient acquêt à charge de récompense.

«**488.** Les actions acquises par suite de la déclaration de dividendes sur des actions propres à l'un des époux lui restent propres, sauf récompense.

Les actions acquises par suite de l'exercice d'un droit de souscription ou de préemption ou autre droit semblable que confèrent des actions propres à l'un des époux lui restent également propres, sauf récompense s'il y a lieu.

Les primes de rachat ou de remboursement anticipé de valeurs mobilières propres à l'un des époux lui restent propres sans récompense.

«**489.** Sont propres, à charge de récompense, les revenus provenant de l'exploitation d'une entreprise propre à l'un des époux, s'ils sont investis dans l'entreprise.

«**490.** Les droits de propriété intellectuelle et industrielle sont propres, mais sont acquêts tous les produits et revenus qui en proviennent et qui sont perçus ou échus au cours du régime.

«**491.** Tout bien est présumé acquêt, tant entre les époux qu'à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'il est un propre.

«**492.** Le bien qu'un époux ne peut prouver lui être exclusivement propre ou acquêt est présumé appartenir aux deux indivisément, à chacun pour moitié.

« § 2.—*De l'administration des biens et de la responsabilité des dettes*

«**493.** Chaque époux a l'administration, la jouissance et la libre disposition de ses biens propres et de ses acquêts.

«**494.** Un époux ne peut cependant, sans le consentement de son conjoint, disposer de ses acquêts entre vifs à titre gratuit, si ce n'est de sommes modiques et pour des cadeaux d'usage.

Toutefois, il peut être autorisé par le tribunal à passer seul un tel acte, si le consentement ne peut être obtenu pour quelque cause que ce soit ou si le refus n'est pas justifié par l'intérêt de la famille.

«**495.** L'article 494 ne limite pas le droit d'un époux de désigner un tiers comme bénéficiaire ou propriétaire subsidiaire d'une assurance de personnes, d'une pension de retraite ou autre rente.

Aucune récompense n'est due en raison des sommes ou primes payées avec les acquêts si la désignation est en faveur du conjoint ou des enfants de l'époux ou du conjoint.

«**496.** Chacun des époux est tenu, tant sur ses biens propres que sur ses acquêts, des dettes nées de son chef avant ou pendant le mariage.

Il n'est pas tenu, pendant la durée du régime, des dettes nées du chef de son conjoint, sous réserve des dispositions des articles 446 et 447.

« § 3.—*De la dissolution et de la liquidation du régime*

«**497.** Le régime de société d'acquêts se dissout:

1° par le décès de l'un des époux;

2° par le changement conventionnel de régime pendant le mariage;

3° par le jugement qui prononce le divorce, la séparation de corps ou la séparation de biens;

4° par l'absence de l'un des époux dans les cas prévus par la loi;

5° par la nullité du mariage dans les cas prévus par les articles 432 et 434.

Les effets de la dissolution se produisent immédiatement, sauf dans les cas des paragraphes 3° et 5°, où ils remontent, entre les époux, au jour de la demande.

«**498.** Dans tous les cas de dissolution prévus à l'article précédent, le tribunal peut toutefois, à la demande de l'un ou l'autre des époux ou de leurs ayants droit, décider que, dans les rapports mutuels des conjoints, les effets de la dissolution remonteront à la date où ils ont cessé de faire vie commune.

«**499.** Après la dissolution du régime, chaque époux conserve ses biens propres.

Il a la faculté d'accepter le partage des acquêts de son conjoint ou d'y renoncer, nonobstant toute convention contraire.

«**500.** L'acceptation peut être expresse ou tacite.

L'époux qui s'est immiscé dans la gestion des acquêts de son conjoint postérieurement à la dissolution du régime ne peut renoncer au partage.

Les actes conservatoires ou de simple administration n'emportent point immixtion.

«**501.** La renonciation doit être faite par acte notarié en minute ou par déclaration judiciaire dont il est donné acte. Elle doit être enregistrée au bureau de la division d'enregistrement où se trouve le domicile commun des époux ou, à défaut, le domicile de l'époux qui renonce.

L'époux qui n'a pas enregistré sa renonciation dans un délai d'un an à compter du jour de la dissolution est réputé avoir accepté.

«**502.** Si l'époux renonce, la part à laquelle il aurait eu droit dans les acquêts de son conjoint reste acquise à ce dernier.

Toutefois, les créanciers de l'époux qui renonce au préjudice de leurs droits peuvent attaquer la renonciation et accepter la part des acquêts du conjoint de leur débiteur aux lieu et place de ce dernier.

Dans ce cas, la renonciation n'est annulée qu'en faveur des créanciers et à concurrence seulement de leurs créances; elle ne l'est pas au profit de l'époux renonçant.

«**503.** L'époux qui a diverti ou recelé des acquêts est déclaré acceptant, nonobstant toute renonciation.

Il est privé de sa part dans les acquêts divertis ou recelés, sauf si son conjoint y renonce. Il est, en outre, privé du bénéfice d'émolument.

«**504.** L'acceptation ou la renonciation est irrévocable.

«**505.** Lorsque le régime est dissous par décès, les héritiers de l'époux décédé ont la faculté d'accepter le partage des acquêts du conjoint survivant ou d'y renoncer et, à l'exception de l'article 515, les dispositions sur la dissolution et la liquidation du régime leur sont applicables.

Si, parmi les héritiers, l'un accepte et les autres renoncent, celui qui accepte ne peut prendre que la portion d'acquêts qu'il aurait eue si tous avaient accepté.

«**506.** Lorsqu'un époux décède alors qu'il était encore en droit de renoncer, ses héritiers ont, à compter du décès, un nouveau délai d'un an pour enregistrer leur renonciation.

«**507.** Sur acceptation du partage des acquêts du conjoint, on forme d'abord deux masses des biens de ce dernier, l'une constituée des propres, l'autre des acquêts.

«**508.** On dresse ensuite un compte des récompenses dues par la masse des propres à la masse des acquêts de ce conjoint et réciproquement.

La récompense est égale à l'enrichissement dont une masse a bénéficié au détriment de l'autre.

«**509.** L'enrichissement est évalué au jour de la dissolution du régime.

Toutefois, lorsque le bien acquis ou amélioré a été aliéné au cours du régime, l'enrichissement est évalué au jour de l'aliénation.

«**510.** Aucune récompense n'est due en raison d'impenses n'ayant servi qu'à l'entretien, à la conservation ou à l'assurance des biens.

«**511.** Les dettes contractées au profit des propres et non acquittées donnent lieu à récompense comme si elles avaient déjà été payées avec les acquêts.

«**512.** Le paiement, avec les acquêts, d'une amende imposée en vertu de la loi donne lieu à récompense.

«**513.** Si le compte accuse un solde en faveur de la masse des acquêts, l'époux titulaire du patrimoine en fait rapport à cette masse partageable, soit en moins prenant, soit en valeur, soit avec des propres.

S'il accuse un solde en faveur de la masse des propres, l'époux prélève parmi ses acquêts des biens jusqu'à concurrence de la somme due.

«**514.** Le règlement des récompenses achevé, la masse des acquêts se partage par moitié entre les époux, suivant les règles prévues pour les partages entre cohéritiers, à moins que l'époux titulaire du patrimoine ne préfère désintéresser le conjoint pour la totalité ou pour une part de ce qui lui revient, en lui en payant la valeur.

«**515.** Si la dissolution du régime résulte du décès ou de l'absence de l'époux titulaire du patrimoine, son conjoint peut exiger que l'on place dans son lot, moyennant, s'il y a lieu, une soulte payable au comptant ou par versements, la résidence familiale et les meubles qui sont affectés à l'usage du ménage, ainsi que tout autre bien de caractère familial faisant partie de la masse à partager.

À défaut d'accord sur le paiement de la soulte, le tribunal en fixe les modalités de garantie et de paiement.

«**516.** Si les parties ne s'entendent pas sur l'estimation des biens, celle-ci est faite par des experts que désignent les parties ou, à défaut, le tribunal.

«**517.** La dissolution du régime ne peut préjudicier, avant le partage, au recours des créanciers antérieurs sur l'intégralité du patrimoine de leur débiteur.

Après le partage, les créanciers antérieurs peuvent poursuivre le paiement de leur créance contre l'époux débiteur et, en outre, mais seulement jusqu'à concurrence de son émolument, contre le conjoint. Chaque époux conserve alors un recours contre son

conjoint pour la moitié des sommes qu'il aura ainsi été appelé à payer.

«SECTION III

«DE LA SÉPARATION DE BIENS

« § 1.—*De la séparation conventionnelle de biens*

«**518.** Le régime de séparation conventionnelle de biens s'établit par la simple déclaration faite à cet effet dans le contrat de mariage.

«**519.** En régime de séparation de biens, chaque époux a l'administration, la jouissance et la libre disposition de tous ses biens.

«**520.** Le bien sur lequel aucun des époux ne peut justifier de son droit exclusif de propriété est présumé appartenir aux deux indivisément, à chacun pour moitié.

« § 2.—*De la séparation judiciaire de biens*

«**521.** La séparation de biens peut être poursuivie par l'un ou l'autre des époux lorsque l'application des règles du régime matrimonial se révèle contraire à ses intérêts ou à ceux de la famille.

«**522.** La séparation de biens prononcée en justice emporte dissolution du régime matrimonial et place les époux dans la situation de ceux qui sont conventionnellement séparés de biens.

Entre les époux, les effets de la séparation remontent au jour de la demande, à moins que le tribunal ne les fasse remonter à une date antérieure par application de l'article 498.

«**523.** Les créanciers des époux ne peuvent demander la séparation de biens, mais ils peuvent intervenir dans l'instance.

Ils peuvent aussi se pourvoir contre la séparation de biens prononcée ou exécutée en fraude de leurs droits.

«**524.** La dissolution du régime matrimonial opérée par la séparation de biens ne donne pas ouverture aux droits de survie, sauf stipulation contraire dans le contrat de mariage.

«CHAPITRE HUITIÈME

«DE LA SÉPARATION DE CORPS

«SECTION I

«DES CAUSES ET DE LA PROCÉDURE DE SÉPARATION DE CORPS

«**525.** La séparation de corps est prononcée lorsque la volonté de vie commune est gravement atteinte.

«**526.** Il est réputé en être ainsi notamment dans les cas prévus par les articles 540 à 542 ou lorsque les époux ou l'un d'eux rapportent la preuve d'un ensemble de faits rendant intolérable le maintien de la vie commune.

«**527.** Les époux qui soumettent à l'approbation du tribunal un projet d'accord qui règle les conséquences de leur séparation de corps peuvent la demander sans avoir à en faire connaître la cause.

Le tribunal prononce alors la séparation, s'il considère, après avoir entendu les époux et vérifié la réalité des consentements, que l'accord préserve suffisamment les intérêts de chacun d'eux et des enfants.

«**528.** À tout moment de l'instance en séparation de corps, il entre dans la mission du tribunal de conseiller les époux, de favoriser leur conciliation et de veiller aux intérêts de l'enfant.

Les autres règles relatives à l'instance en divorce s'appliquent aussi à la demande en séparation de corps.

«SECTION II

«DES EFFETS DE LA SÉPARATION DE CORPS

«**529.** La séparation de corps délie les époux de l'obligation de faire vie commune; elle ne rompt pas le lien du mariage.

«**530.** La séparation de corps emporte séparation de biens, s'il y a lieu.

Entre les époux, les effets de la séparation de biens remontent au jour de la demande en séparation de corps, à moins que le tribunal ne les fasse remonter à une date antérieure par application de l'article 498.

«**531.** La séparation de corps ne donne pas immédiatement ouverture aux droits de survie, sauf stipulation contraire dans le contrat de mariage.

«**532.** La séparation de corps ne rend pas caduques les donations consenties aux époux en considération du mariage.

Toutefois, le tribunal peut, au moment où il prononce la séparation, les déclarer caduques ou les réduire, ou ordonner que le paiement des donations entre vifs soit différé pour un temps qu'il détermine, en tenant compte des circonstances dans lesquelles se trouvent les parties.

«**533.** Le tribunal statue, comme en matière de divorce, sur l'apport d'un époux à l'enrichissement du patrimoine de son conjoint.

Dans ce cas, la prestation compensatoire peut être payée, en tout ou en partie, par l'attribution d'un droit de propriété, d'usage ou d'habitation, conformément aux articles 458 à 462.

«**534.** Au moment où il prononce la séparation de corps ou postérieurement, le tribunal peut ordonner à l'un des époux de verser des aliments à l'autre.

«**535.** À l'égard des enfants, la séparation de corps produit les mêmes effets que le divorce.

«SECTION III

«DE LA FIN DE LA SÉPARATION DE CORPS

«**536.** La reprise volontaire de la vie commune met fin à la séparation de corps.

La séparation de biens subsiste, sauf si les époux choisissent, par contrat de mariage, un régime matrimonial différent.

«CHAPITRE NEUVIÈME

«DE LA DISSOLUTION DU MARIAGE

«**537.** Le mariage se dissout par le décès de l'un des conjoints ou par le divorce.

«TITRE DEUXIÈME

«DU DIVORCE

«CHAPITRE PREMIER

«DES CAUSES DE DIVORCE

«**538.** Le divorce est prononcé lorsque la volonté de maintenir le lien du mariage est irrémédiablement atteinte.

«**539.** Les époux mariés depuis au moins un an, qui soumettent à l'approbation du tribunal un projet d'accord qui règle les conséquences de leur divorce, peuvent le demander sans avoir à en faire connaître la cause.

Le tribunal prononce alors le divorce s'il considère, après avoir entendu les époux et vérifié la réalité des consentements, que l'accord préserve suffisamment les intérêts de chacun d'eux et des enfants.

«**540.** La volonté de maintenir le lien du mariage est présumée irrémédiablement atteinte lorsque les époux ont vécu séparés pendant au moins deux ans immédiatement avant la demande.

Cependant, lorsque la séparation résulte de la décision d'un époux de ne plus faire vie commune, de son absence ou de son emprisonnement, l'époux à qui la séparation est imputable ne peut invoquer la présomption de l'alinéa précédent qu'après trois ans de séparation.

Néanmoins, les époux peuvent toujours, avant l'expiration des délais prévus au présent article, invoquer la présomption qui découle de l'article 541.

«**541.** La volonté de maintenir le lien du mariage est également présumée irrémédiablement atteinte lorsque l'un des époux a manqué gravement à une obligation du mariage; mais dans ce cas, un époux ne peut, en se fondant sur son propre manquement, invoquer la présomption.

«**542.** La non-consommation du mariage après au moins un an de cohabitation, pour cause de maladie ou d'invalidité, fait encore présumer que la volonté de maintenir le lien du mariage est irrémédiablement atteinte.

«CHAPITRE DEUXIÈME

«DE L'INSTANCE EN DIVORCE

«SECTION I

«DISPOSITION GÉNÉRALE

«**543.** À tout moment de l'instance en divorce, il entre dans la mission du tribunal de conseiller les époux, de favoriser leur conciliation et de veiller aux intérêts de l'enfant.

«SECTION II

«DE LA DEMANDE ET DE LA PREUVE

«**544.** La demande en divorce peut être présentée par les époux ou l'un d'eux.

«**545.** La preuve de l'atteinte irrémédiable à la volonté de maintenir le lien du mariage peut résulter du témoignage d'une partie, mais le tribunal peut exiger une preuve additionnelle.

«SECTION III

«DES MESURES PROVISOIRES

«**546.** La demande en divorce délie les époux de l'obligation de faire vie commune.

«**547.** Le tribunal peut ordonner à l'un des époux de quitter la résidence familiale pendant l'instance.

Il peut aussi autoriser l'un d'eux à conserver provisoirement des biens meubles jusqu'à affectés à l'usage commun.

«**548.** Le tribunal peut statuer sur la garde et l'éducation des enfants.

Il fixe la contribution de chacun des époux à leur entretien pendant l'instance.

«**549.** Le tribunal peut ordonner à l'un des époux de verser à l'autre une pension alimentaire provisoire et une provision pour les frais de l'instance.

«**550.** Les mesures provisoires sont sujettes à révision lorsqu'un fait nouveau le justifie.

«SECTION IV

«DES AJOURNEMENTS ET DE LA RÉCONCILIATION

«**551.** Le tribunal peut ajourner l'instruction de la demande en divorce, s'il croit que l'ajournement peut favoriser la réconciliation des époux ou éviter un préjudice sérieux à l'un des conjoints ou à l'un de leurs enfants.

«**552.** Le tribunal peut aussi ajourner l'instruction s'il estime que les époux peuvent régler à l'amiable les conséquences de leur divorce, notamment quant à la garde des enfants et aux aliments, et conclure à ce sujet des accords que le tribunal pourra prendre en considération.

«**553.** La réconciliation des époux survenue depuis la demande met fin à l'instance.

Chacun des époux peut néanmoins présenter une nouvelle demande pour cause survenue depuis la réconciliation et alors faire usage des anciennes causes pour appuyer sa demande.

«**554.** La seule reprise de la cohabitation pendant moins de quatre-vingt-dix jours ne fait pas présumer la réconciliation.

«CHAPITRE TROISIÈME

«DES EFFETS DU DIVORCE

«SECTION I

«DES EFFETS DU DIVORCE À L'ÉGARD DES ÉPOUX

«**555.** Le divorce rompt le lien du mariage.

« § 1.—*Du règlement des intérêts financiers des époux*

«**556.** Le divorce emporte la dissolution du régime matrimonial.

Les effets de la dissolution du régime remontent, entre les époux, au jour de la demande, à moins que le tribunal ne les fasse remonter à une date antérieure par application de l'article 498.

«**557.** Le divorce rend caduques les donations à cause de mort que les époux se sont consenties en considération du mariage.

«**558.** Le divorce ne rend pas caduques les autres donations à cause de mort ni les donations entre vifs consenties aux époux en considération du mariage.

Toutefois, le tribunal peut, au moment où il prononce le divorce, les déclarer caduques ou les réduire, ou ordonner que le paiement des donations entre vifs soit différé pour un temps qu'il détermine.

«**559.** Au moment où il prononce le divorce, le tribunal peut ordonner à l'un des époux de verser à l'autre, en compensation de l'apport, en biens ou services, de ce dernier à l'enrichissement du patrimoine de son conjoint, une prestation payable au comptant ou par versements, en tenant compte, notamment, des avantages que procurent le régime matrimonial et le contrat de mariage.

Cette prestation compensatoire peut être payée, en tout ou en partie, par l'attribution d'un droit de propriété, d'usage ou d'habitation, conformément aux articles 458 à 462.

« § 2.—*Des effets du divorce quant aux aliments*

«**560.** Le divorce éteint le droit qu'avaient les époux de se réclamer des aliments, à moins que, sur demande, le tribunal, au moment où il prononce le divorce, n'ordonne à l'un des époux de verser des aliments à l'autre ou ne réserve le droit d'en réclamer.

«**561.** Le tribunal ne peut réserver le droit de réclamer des aliments que s'il ne peut, lors du jugement, statuer équitablement sur ce droit, soit que des circonstances exceptionnelles empêchent l'un des époux de faire valoir son droit, soit qu'il ait été établi que l'état présent des besoins et des facultés des époux est susceptible de changement dans un proche avenir.

Le droit de réclamer des aliments ne peut être réservé que pour une période d'au plus deux ans.

«**562.** Lorsque le tribunal accorde des aliments à un époux, ils sont payables sous forme de pension.

Il peut remplacer ou compléter cette pension alimentaire par une somme forfaitaire payable au comptant ou par versements répartis sur une période d'au plus trois ans.

«**563.** L'ordonnance accordant une pension alimentaire peut être révisée par le tribunal, si des faits nouveaux le justifient.

Toutefois, celle qui accorde une somme forfaitaire ne peut être révisée, même en cas de changement imprévu dans les facultés ou les besoins des parties.

«**564.** Sauf le cas de fraude, le droit d'un époux de réclamer des aliments est éteint de plein droit par l'expiration de la période pour laquelle il a été réservé, s'il n'est pas exercé.

«**565.** Lorsque le tribunal a accordé des aliments ou réservé le droit d'en réclamer, il peut toujours, postérieurement au divorce, déclarer éteint le droit à des aliments.

«**566.** Dans les décisions relatives aux effets du divorce à l'égard des époux, le tribunal tient compte des circonstances dans lesquelles ils se trouvent; il prend en considération, notamment, leurs besoins et leurs facultés, les accords qu'ils ont conclus entre eux, leur âge et leur état de santé, leurs obligations familiales, leurs possibilités d'emploi, leur situation patrimoniale existante et prévisible, en évaluant tant leur capital que leurs revenus et, s'il y a lieu, le temps nécessaire au créancier pour acquérir une autonomie suffisante.

«**567.** Sous réserve des articles qui précèdent, les dispositions du titre DE L'OBLIGATION ALIMENTAIRE s'appliquent aux aliments accordés en vertu de la présente section.

«SECTION II

«DES EFFETS DU DIVORCE À L'ÉGARD DES ENFANTS

«**568.** Le divorce ne prive pas les enfants des avantages qui leur sont assurés par la loi ou par le contrat de mariage.

Il laisse subsister les droits et les devoirs des père et mère à l'égard de leurs enfants, sous réserve de ce qui suit.

«**569.** Au moment où il prononce le divorce ou postérieurement, le tribunal statue sur la garde, l'entretien et l'éducation des enfants, dans l'intérêt de ceux-ci et le respect de leurs droits, en tenant compte, s'il y a lieu, des accords conclus entre les époux.

«**570.** Que la garde des enfants ait été confiée à un des époux ou à une tierce personne, les père et mère conservent le droit de surveiller leur entretien et leur éducation et sont tenus d'y contribuer à proportion de leurs facultés.

«**571.** Les décisions qui concernent les enfants peuvent être révisées à tout moment par le tribunal, si les circonstances le justifient.

«TITRE TROISIÈME

«DE LA FILIATION

«CHAPITRE PREMIER

«DE LA FILIATION PAR LE SANG

«SECTION I

«DES PREUVES DE LA FILIATION

« § 1.—*Du titre et de la possession d'état*

«**572.** La filiation tant paternelle que maternelle se prouve par l'acte de naissance, quelles que soient les circonstances de la naissance de l'enfant.

À défaut de ce titre, la possession constante d'état suffit.

«**573.** La possession constante d'état s'établit par une réunion suffisante de faits qui indiquent les rapports de filiation entre l'enfant et les personnes dont on le dit issu.

« § 2.—*De la présomption de paternité*

«**574.** L'enfant né pendant le mariage ou dans les trois cents jours après sa dissolution ou son annulation est présumé avoir pour père le mari de sa mère.

«**575.** La présomption de paternité du mari est écartée lorsque l'enfant naît plus de trois cents jours après le jugement prononçant la séparation de corps, sauf s'il y a eu reprise volontaire de la vie commune avant la naissance.

«**576.** Lorsque l'enfant est né dans les trois cents jours de la dissolution ou de l'annulation du mariage, mais après le remariage de sa mère, le mari de celle-ci, lors de la naissance, est présumé être le père de l'enfant.

« § 3.—*De la reconnaissance volontaire*

«**577.** Si la maternité ou la paternité ne peut être déterminée par application des articles qui précèdent, la filiation de l'enfant peut aussi être établie par reconnaissance volontaire.

«**578.** La reconnaissance de maternité résulte de la déclaration faite par une femme qu'elle est la mère de l'enfant.

La reconnaissance de paternité résulte de la déclaration faite par un homme qu'il est le père de l'enfant.

«**579.** La seule reconnaissance de maternité ou de paternité ne lie que son auteur.

«**580.** On ne peut contredire par la seule reconnaissance de maternité ou de paternité une filiation déjà établie et non infirmée en justice.

«SECTION II

«DES ACTIONS RELATIVES À LA FILIATION

« § 1.—*Du désaveu et de la contestation de paternité*

«**581.** Le père présumé peut désavouer l'enfant en justice.

Le recours en désaveu ne peut être intenté que dans un délai d'un an à compter du jour où le père présumé a eu connaissance de la naissance.

«**582.** La mère peut contester la paternité du père présumé dans l'année qui suit la naissance de l'enfant.

«**583.** Le recours en désaveu ou en contestation de paternité est dirigé contre l'enfant et, selon le cas, contre la mère ou le père présumé.

L'enfant mineur est représenté par son tuteur ou un tuteur *ad hoc* désigné par le tribunal saisi de la demande.

«**584.** Le décès du père présumé ou de la mère avant l'expiration du délai prévu pour le désaveu ou la contestation de paternité n'éteint pas le droit d'action.

Toutefois, ce droit doit être exercé par les héritiers dans l'année qui suit le décès.

«**585.** Est recevable tout moyen de preuve propre à établir que le mari n'est pas le père de l'enfant.

«**586.** Le recours en désaveu ou en contestation de paternité n'est pas recevable si l'enfant a été conçu par insémination artificielle, soit des oeuvres du mari, soit des oeuvres d'un tiers, du consentement des époux.

« § 2.—*De la réclamation et de la contestation d'état*

«**587.** Nul ne peut réclamer une filiation contraire à celle que lui donnent son acte de naissance et la possession d'état conforme à ce titre.

Sous réserve des articles 581 et 582, nul ne peut contester l'état de celui qui a une possession d'état conforme à son acte de naissance.

«**588.** Toute personne intéressée, y compris le père ou la mère, peut, à tout moment, contester par tous moyens la filiation de celui qui n'a pas une possession d'état conforme à son acte de naissance.

Toutefois, nul ne peut contester la filiation d'une personne pour le motif qu'elle a été conçue par insémination artificielle.

«**589.** L'enfant dont la filiation n'est pas établie par un titre et une possession d'état conforme peut réclamer sa filiation en justice. Pareillement, les père et mère peuvent réclamer la paternité ou la maternité d'un enfant dont la filiation n'est pas établie à leur égard par un titre et une possession d'état conforme.

La preuve de la filiation pourra se faire par tous moyens et notamment par témoins. Toutefois, les témoignages ne sont admissibles que s'il y a commencement de preuve par écrit, ou lorsque les présomptions ou indices résultant de faits déjà clairement établis sont assez graves pour en déterminer l'admission.

«**590.** Le commencement de preuve par écrit résulte des titres de famille, des registres et papiers domestiques, ainsi que de tous autres écrits publics ou privés émanés d'une partie engagée dans la contestation ou qui y aurait intérêt si elle était vivante.

«**591.** Si l'enfant a déjà une autre filiation établie soit par un titre, soit par la possession d'état, soit par l'effet de la présomption de paternité, l'action en réclamation d'état ne pourra être exercée qu'à la condition d'être jointe à une action en contestation de l'état ainsi établi.

«**592.** Tous les moyens de preuve sont admissibles pour s'opposer à une action relative à la filiation.

«**593.** Toutes les fois qu'elles ne sont pas enfermées par la loi dans des délais plus courts, les actions relatives à la filiation se prescrivent par trente ans, à compter du jour où l'enfant a été privé de l'état qui est réclaté ou a commencé à jouir de l'état qui lui est contesté.

Les héritiers de l'enfant décédé sans avoir réclamé son état, mais alors qu'il était encore dans les délais utiles pour le faire, peuvent agir dans les trois ans de son décès.

«SECTION III

«DES EFFETS DE LA FILIATION

«**594.** Tous les enfants dont la filiation est établie ont les mêmes droits et les mêmes obligations, quelles que soient les circonstances de leur naissance.

«CHAPITRE DEUXIÈME

«DE L'ADOPTION

«SECTION I

«DES CONDITIONS DE L'ADOPTION

« § 1.—*Dispositions générales*

«**595.** L'adoption ne peut avoir lieu que dans l'intérêt de l'enfant et aux conditions prévues par la loi.

«**596.** L'enfant mineur ne peut être adopté que si ses père et mère ou tuteur ont consenti à l'adoption ou s'il a été déclaré judiciairement adoptable.

«**597.** Une personne majeure ne peut être adoptée que par ceux qui l'avaient adoptée de fait alors qu'elle était mineure.

Toutefois, le tribunal peut, dans l'intérêt de l'adopté, passer outre à cette exigence.

«**598.** Toute personne majeure peut, seule ou conjointement avec une autre personne, adopter un enfant.

«**599.** L'adoptant doit avoir au moins dix-huit ans de plus que l'adopté, sauf si ce dernier est l'enfant de son conjoint.

Toutefois, le tribunal peut, dans l'intérêt de l'adopté, passer outre à cette exigence.

«**600.** Les consentements prévus au présent chapitre doivent être donnés par écrit devant deux témoins.

Il en est de même de leur rétractation.

« § 2.—*Du consentement de l'adopté*

«**601.** L'adoption ne peut avoir lieu qu'avec le consentement de l'enfant, s'il est âgé d'au moins dix ans, à moins que ce dernier ne soit dans l'impossibilité de manifester sa volonté.

Toutefois, lorsque l'enfant de moins de quatorze ans refuse son consentement, le tribunal peut différer son jugement pour la période de temps qu'il indique ou, nonobstant le refus, prononcer l'adoption.

«**602.** Le refus de l'enfant âgé de quatorze ans fait obstacle à l'adoption.

« § 3.—*Du consentement des parents ou du tuteur*

«**603.** Lorsque l'adoption a lieu du consentement des parents, les deux doivent y consentir si la filiation de l'enfant est établie à l'égard de l'un et de l'autre.

Si la filiation de l'enfant n'est établie qu'à l'égard de l'un d'eux, le consentement de ce dernier suffit.

«**604.** Si l'un des deux parents est décédé ou dans l'impossibilité de manifester sa volonté, ou s'il est déchu de l'autorité parentale, le consentement de l'autre suffit.

«**605.** Si les deux parents sont décédés, dans l'impossibilité de manifester leur volonté ou déchus de l'autorité parentale, le tuteur, le cas échéant, doit consentir à l'adoption de l'enfant.

«**606.** Le parent mineur peut consentir lui-même, sans autorisation, à l'adoption de son enfant.

«**607.** Le consentement à l'adoption peut être général ou spécial; s'il est spécial, il ne peut être donné qu'en faveur d'un ascendant de l'enfant, d'un parent en ligne collatérale jusqu'au troisième degré ou du conjoint de cet ascendant ou parent.

«**608.** Le consentement à l'adoption entraîne de plein droit, jusqu'à l'ordonnance de placement, délégation de l'autorité parentale à la personne à qui l'enfant est remis.

«**609.** Celui qui a donné son consentement à l'adoption peut le rétracter dans les trente jours suivant la date à laquelle il a été donné.

L'enfant doit alors être rendu sans formalité ni délai à l'auteur de la rétractation.

«**610.** Celui qui n'a pas rétracté son consentement dans les trente jours peut, à tout moment avant l'ordonnance de placement, s'adresser au tribunal en vue d'obtenir la restitution de l'enfant.

« § 4.—*De la déclaration d'adoptabilité*

«**611.** Peut être judiciairement déclaré adoptable:

1° l'enfant de plus de trois mois dont ni la filiation paternelle ni la filiation maternelle ne sont établies;

2° l'enfant dont ni les père et mère ni le tuteur n'ont assumé de fait le soin, l'entretien ou l'éducation depuis au moins six mois;

3° l'enfant dont les père et mère sont déchus de l'autorité parentale, s'il n'est pas pourvu d'un tuteur;

4° l'enfant orphelin de père et de mère, s'il n'est pas pourvu d'un tuteur.

«**612.** La demande en déclaration d'adoptabilité ne peut être présentée que par un ascendant de l'enfant, un parent en ligne collatérale jusqu'au troisième degré, le conjoint de cet ascendant ou parent, par l'enfant lui-même s'il est âgé de quatorze ans ou par un directeur de la protection de la jeunesse.

«**613.** L'enfant ne peut être déclaré adoptable que s'il est improbable que son père, sa mère ou son tuteur en reprenne la garde et en assume le soin, l'entretien ou l'éducation. Cette improbabilité est présumée.

«**614.** Lorsqu'il déclare l'enfant adoptable, le tribunal désigne la personne qui exercera l'autorité parentale à son égard.

«SECTION II

«DE L'ORDONNANCE DE PLACEMENT ET DU JUGEMENT D'ADOPTION

«**615.** Le placement d'un mineur ne peut avoir lieu que sur ordonnance du tribunal et son adoption ne peut être prononcée que s'il a vécu au moins six mois avec l'adoptant depuis l'ordonnance.

Ce délai peut toutefois être réduit d'une période n'excédant pas trois mois, en prenant notamment en considération le temps pendant lequel le mineur aurait déjà vécu avec l'adoptant antérieurement à l'ordonnance.

«**616.** Une ordonnance de placement ne peut être prononcée s'il ne s'est pas écoulé trente jours depuis qu'un consentement à l'adoption a été donné.

«**617.** Avant de prononcer l'ordonnance de placement, le tribunal s'assure que les conditions de l'adoption ont été remplies et, notamment, que les consentements requis ont été valablement donnés.

«**618.** L'ordonnance de placement confère l'autorité parentale à l'adoptant.

Elle fait obstacle à toute restitution de l'enfant à ses parents ou à son tuteur, ainsi qu'à l'établissement d'un lien de filiation entre l'enfant et ses parents par le sang.

«**619.** Si le placement en vue de l'adoption cesse ou si le tribunal refuse de prononcer l'adoption, les effets de l'ordonnance de placement cessent.

«**620.** L'ordonnance de placement peut être révoquée, à la demande de l'enfant lui-même, s'il est âgé de quatorze ans, ou de tout intéressé, si la demande d'adoption n'est pas présentée dans un délai raisonnable à l'expiration de la période prévue par l'article 615.

«**621.** Dans les cas prévus par les articles 619 et 620, le tribunal désigne, même d'office, la personne qui exercera l'autorité parentale à l'égard de l'enfant.

«**622.** Le tribunal prononce l'adoption sur la demande que lui en font les adoptants, à moins qu'un rapport n'indique que l'enfant ne s'est pas adapté à sa famille adoptive. En ce cas ou chaque fois que l'intérêt de l'enfant le commande, le tribunal peut requérir toute autre preuve qu'il estime nécessaire.

«**623.** Si l'un des adoptants décède après l'ordonnance de placement, le tribunal peut prononcer l'adoption même à l'égard de l'adoptant décédé.

«**624.** Le tribunal attribue à l'adopté les prénom et nom choisis par l'adoptant, à moins qu'il ne décide, à la demande de l'adoptant ou de l'adopté, de lui laisser ses prénom ou nom d'origine.

«**625.** Le greffier du tribunal qui prononce l'adoption transmet une attestation d'adoption aux dépositaires des registres de l'état civil qui ont la garde de l'acte de naissance originaire pour qu'y soient inscrites en marge les mentions prescrites. Cet acte est revêtu de la mention «adoption» et aucun extrait n'en peut être délivré.

Le greffier transmet également un certificat du jugement aux dépositaires des registres de l'état civil du lieu indiqué par le juge-

ment, pour qu'ils dressent le nouvel acte de naissance de l'adopté et l'inscrivent aux registres.

«SECTION III

«DES EFFETS DE L'ADOPTION

«**626.** L'adoption prononcée en faveur d'adoptants dont l'un est décédé après la présentation de la demande d'adoption produit ses effets à compter de la demande.

«**627.** L'adoption confère à l'adopté une filiation qui se substitue à sa filiation d'origine.

L'adopté cesse d'appartenir à sa famille d'origine, sous réserve des empêchements de mariage.

«**628.** L'adoption fait naître les mêmes droits et obligations que la filiation par le sang.

«**629.** Lorsque l'adoption est accordée, les effets de la filiation précédente prennent fin; le tuteur, s'il en est, perd ses droits et est libéré de ses devoirs à l'endroit de l'adopté, sauf l'obligation de rendre compte.

«**630.** Malgré l'article 629, l'adoption, par un époux, de l'enfant de son conjoint ne rompt pas le lien de filiation établi entre ce conjoint et son enfant.

«SECTION IV

«DU CARACTÈRE CONFIDENTIEL DES DOSSIERS D'ADOPTION

«**631.** Les dossiers judiciaires et administratifs ayant trait à l'adoption d'un enfant sont confidentiels et aucun des renseignements qu'ils contiennent ne peut être révélé, si ce n'est pour se conformer à la loi.

Toutefois, le tribunal peut permettre la consultation d'un dossier d'adoption à des fins d'étude, d'enseignement, de recherche ou d'enquête publique, pourvu que soit respecté l'anonymat de l'enfant, des parents et de l'adoptant.

«**632.** L'adopté majeur a le droit d'obtenir les renseignements lui permettant de retrouver ses parents, si ces derniers y ont préalablement consenti.

Il en va de même des parents d'un enfant adopté, si ce dernier, devenu majeur, y a préalablement consenti.

Ces consentements ne doivent faire l'objet d'aucune sollicitation.

«TITRE QUATRIÈME

«DE L'OBLIGATION ALIMENTAIRE

«**633.** Les époux de même que les parents en ligne directe se doivent des aliments.

«**634.** Le recours alimentaire de l'enfant mineur peut être exercé par le titulaire de l'autorité parentale, par son tuteur ou par toute autre personne qui en a la garde, selon les circonstances.

Le tribunal peut déclarer les aliments payables à la personne qui a la garde de l'enfant.

«**635.** Les aliments sont accordés en tenant compte des besoins et des facultés des parties, des circonstances dans lesquelles elles se trouvent et, s'il y a lieu, du temps nécessaire au créancier pour acquérir une autonomie suffisante.

«**636.** Le tribunal peut accorder au créancier d'aliments une pension provisoire pour la durée de l'instance.

«**637.** Les aliments sont payables sous forme de pension; le tribunal peut exceptionnellement remplacer ou compléter cette pension alimentaire par une somme forfaitaire payable au comptant ou par versements.

«**638.** Le tribunal ordonne, à la demande du créancier ou, à défaut d'une telle demande, d'office, que les aliments payables sous forme de pension soient indexés suivant l'indice annuel des rentes établi conformément à l'article 119 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9), à moins que la situation des parties ne justifie la fixation d'un autre indice.

«**639.** Le tribunal peut, s'il l'estime nécessaire, ordonner au débiteur de fournir, au-delà de l'hypothèque judiciaire, une sûreté pour le paiement des aliments.

«**640.** Le débiteur qui offre de recevoir chez lui son créancier alimentaire peut, si les circonstances s'y prêtent, être dispensé du paiement des aliments ou d'une partie de ceux-ci.

«**641.** Le créancier peut exercer son recours contre un de ses débiteurs alimentaires ou contre plusieurs simultanément.

Le tribunal fixe le montant de la pension que doit payer chacun des débiteurs poursuivis ou mis en cause.

«**642.** Le jugement qui accorde des aliments, que ceux-ci soient indexés ou non, est sujet à révision chaque fois que les circonstances le justifient.

«**643.** On peut réclamer des aliments pour des besoins existants avant la demande.

Cependant, ces aliments ne peuvent être alors accordés, pour une période d'au plus douze mois, que si le créancier s'est trouvé, en fait, dans l'impossibilité d'agir plus tôt ou qu'à compter du jour où le débiteur avait été mis en demeure.

«**644.** Le débiteur de qui on réclame des arrérages peut opposer un changement dans sa condition ou celle de son créancier survenu depuis le jugement et être libéré de tout ou partie de leur paiement.

Cependant, lorsque les arrérages réclamés sont dus depuis plus de six mois, le débiteur ne peut être libéré de leur paiement que s'il démontre qu'il lui a été impossible d'exercer ses recours pour obtenir une révision du jugement fixant la pension alimentaire.

«TITRE CINQUIÈME

«DE L'AUTORITÉ PARENTALE

«**645.** L'enfant, à tout âge, doit respect à ses père et mère.

«**646.** L'enfant reste sous l'autorité de ses père et mère jusqu'à sa majorité ou son émancipation.

«**647.** Les père et mère ont, à l'égard de leur enfant, le droit et le devoir de garde, de surveillance et d'éducation.

Ils doivent nourrir et entretenir leur enfant.

«**648.** Les père et mère exercent ensemble l'autorité parentale.

Si l'un d'eux décède, est déchu de l'autorité parentale ou n'est pas en mesure de manifester sa volonté, l'autorité est exercée par l'autre.

«**649.** Le titulaire de l'autorité parentale peut déléguer la garde, la surveillance ou l'éducation de l'enfant.

«**650.** Le mineur non émancipé ne peut, sans le consentement du titulaire de l'autorité parentale, quitter la demeure familiale.

«**651.** Le titulaire de l'autorité parentale a sur l'enfant un droit de correction modérée et raisonnable.

«**652.** À l'égard des tiers de bonne foi, le père ou la mère qui accomplit seul un acte d'autorité à l'égard de l'enfant est présumé agir avec l'accord de l'autre.

«**653.** En cas de difficultés relatives à l'exercice de l'autorité parentale, le titulaire de l'autorité parentale peut saisir le tribunal qui statuera dans l'intérêt de l'enfant après avoir favorisé la conciliation des parties.

«**654.** Le tribunal peut, pour un motif grave et dans l'intérêt de l'enfant, prononcer, à la demande de tout intéressé, la déchéance totale ou partielle de l'autorité parentale à l'égard des père et mère, de l'un d'eux ou du tiers à qui elle aurait été attribuée.

«**655.** Le tribunal peut, au moment où il prononce la déchéance, désigner la personne qui exercera l'autorité parentale ou décider de prendre l'avis du conseil de famille avant de procéder à cette désignation ou, si l'intérêt de l'enfant l'exige, à la nomination d'un tuteur.

«**656.** La déchéance s'étend à tous les enfants mineurs déjà nés au moment du jugement, à moins que le tribunal n'en décide autrement.

«**657.** La déchéance peut emporter pour l'enfant, si des circonstances exceptionnelles le justifient, dispense de l'obligation alimentaire.

«**658.** Le père ou la mère qui a fait l'objet d'une déchéance peut obtenir, en justifiant de circonstances nouvelles, que lui soient restitués les droits dont il avait été privé, sous réserve des dispositions relatives à l'adoption.

«**659.** Les père et mère ne peuvent sans motifs graves faire obstacle aux relations personnelles de l'enfant avec ses grands-parents.

À défaut d'accord entre les parties, les modalités de ces relations sont réglées par le tribunal.».

C.c., a. 7.1, **2.** Le Code civil du Bas-Canada est modifié en ajoutant, après
aj. l'article 7, le suivant:

«**7.1** Le mariage célébré hors du Québec entre deux personnes sujettes à ses lois, ou dont l'une seulement y est soumise, est valable, s'il est célébré dans les formes usitées au lieu de la célébration, pourvu que les parties n'y soient pas allées dans le dessein de faire fraude à la loi.».

C.c.,
titre
premier
A, aa. 30
et 31, aj.

3. Ledit code est modifié en ajoutant, après le titre premier du Livre premier, ce qui suit:

«TITRE PREMIER A

«DISPOSITIONS RELATIVES AUX ENFANTS

«**30.** L'intérêt de l'enfant et le respect de ses droits doivent être les motifs déterminants des décisions prises à son sujet.

On peut prendre en considération, notamment, l'âge, le sexe, la religion, la langue, le caractère de l'enfant, son milieu familial et les autres circonstances dans lesquelles il se trouve.

«**31.** Le tribunal peut, chaque fois qu'il est saisi d'une demande mettant en jeu l'intérêt de l'enfant, donner à cet enfant l'occasion d'être entendu.».

C.c., a. 42,
mod.

4. L'article 42 dudit code, tel qu'il se lit à l'article 5777 des Statuts refondus de 1888 et modifié par l'article 1 du chapitre 82 des lois de 1968 et l'article 1 du chapitre 29 des lois de 1979, est de nouveau modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Tout protonotaire tient de tels registres pour les mariages qui sont célébrés par lui, par son adjoint ou par un célébrant qui n'est pas autorisé à tenir des registres.».

C.c., a. 54,
mod.

5. L'article 54 dudit code, modifié par l'article 1 du chapitre 68 des lois de 1940, est de nouveau modifié par le remplacement des mots «et les noms qui lui sont donnés;» par les suivants: «et les nom et prénom qui lui sont donnés;».

C.c.,
a. 55.1, aj.

6. Ledit code est modifié en ajoutant, après l'article 55, l'article suivant:

«**55.1** Les mentions portées à l'acte de naissance original de l'enfant adopté de même que les énonciations de son nouvel acte de naissance sont réglementées dans un arrêté du ministre de la Justice.».

C.c., aa. 56
et 56a,
remp.

7. Les articles 56 et 56a dudit code sont remplacés par les suivants:

«**56.** Toute personne a un nom et au moins un prénom qui lui sont attribués dans l'acte de naissance.

Elle exerce ses droits civils sous son nom et sous l'un ou plusieurs de ses prénoms.

«**56.1** On attribue à l'enfant, au choix de ses père et mère, un ou plusieurs prénoms, ainsi que le nom de l'un d'eux ou un nom composé d'au plus deux parties provenant des noms de ses père et mère.

«**56.2** L'enfant dont ni la filiation paternelle ni la filiation maternelle ne sont établies porte les prénom et nom qui lui sont attribués par le fonctionnaire chargé d'enregistrer la naissance.

«**56.3** Le tribunal peut autoriser le changement des prénom et nom qui ont été attribués à l'enfant dans l'acte de naissance dans les cas de changement de filiation, de déchéance de l'autorité parentale ou de condamnation de l'un des parents à une peine infamante.

Le tribunal peut aussi autoriser un tel changement lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient et que les père et mère y consentent.

«**56.4** La requête en changement de nom et en rectification des registres de l'état civil est présentée au tribunal par le père, la mère, le tuteur de l'enfant mineur ou par l'enfant lui-même s'il est âgé d'au moins quatorze ans.».

C.c.,
aa. 57 à 63,
ab.
C.c., a. 65
mod.

8. Les articles 57 à 63 dudit code sont abrogés.

9. L'article 65 dudit code, modifié par l'article 1 du chapitre 101 des lois de 1930-1931 et l'article 10 du chapitre 82 des lois de 1968, est de nouveau modifié par le remplacement des paragraphes 4 et 5 par les suivants:

«4. Si elles se sont mariées après publication par voie d'affichage ou avec dispense de publication.

«5. Si l'un des époux a obtenu une dispense d'âge, la date du jugement et le numéro de dossier de la cour.».

C.c., a. 73,
mod.

10. L'article 73 dudit code, édicté par l'article 1 du chapitre 79 des lois de 1969 et modifié par l'article 1 du chapitre 61 des lois de 1970, est de nouveau modifié par le remplacement, à la fin du dernier alinéa, des mots «, sous réserve de l'application de l'article

1265», par les suivants: «, sauf si les époux choisissent par contrat de mariage un régime matrimonial différent».

C.c., a. 78,
ab.

11. L'article 78 dudit code est abrogé.

C.c., a. 83,
remp.

12. L'article 83 dudit code est remplacé par le suivant:

«**83.** Le mineur non émancipé a son domicile chez ses père et mère ou chez son tuteur.

Le mineur dont la garde a fait l'objet d'une décision judiciaire a son domicile chez la personne qui en a la garde.

En l'absence de décision judiciaire portant sur la garde, le mineur dont les père et mère n'ont pas de domicile commun a son domicile chez celui d'entre eux chez qui il réside habituellement.

Le majeur interdit pour démence a le sien chez son curateur.».

C.c.,
a. 111, ab.

13. L'article 111 dudit code est abrogé.

C.c.,
a. 113 à
245j, ab.

14. Les articles 113 à 245j dudit code sont abrogés dans la mesure indiquée par les proclamations faites suivant l'article 80.

C.c.,
a. 276,
mod.

15. L'article 276 dudit code est modifié par la suppression de la deuxième phrase.

C.c.,
a. 277,
mod.

16. L'article 277 dudit code est modifié par la suppression du mot «légitimes».

C.c.,
a. 282,
mod.

17. L'article 282 dudit code, modifié par l'article 9 du chapitre 101 des lois de 1930-1931, l'article 4 du chapitre 66 des lois de 1964 et l'article 10 du chapitre 77 des lois de 1969, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

«1. Le mineur, à moins qu'il ne soit le père ou la mère de l'enfant.».

C.c.,
a. 314,
remp.

18. L'article 314 dudit code est remplacé par ce qui suit:

«SECTION I

«DE L'ÉMANCIPATION PAR MARIAGE

«**314.** Le mineur est émancipé de plein droit par le mariage.

Cette émancipation le rend capable, comme s'il était majeur, de tous les actes de la vie civile.».

C.c.,
s-titre,
aj.

19. Ledit code est modifié par l'insertion, entre les articles 314 et 315, du sous-titre suivant:

«SECTION II

«DE L'ÉMANCIPATION JUDICIAIRE».

C.c.,
a. 317,
remp.

20. L'article 317 dudit code est remplacé par le suivant:

«**317.** Lorsque l'émancipation est accordée en justice, il doit être nommé un curateur au mineur émancipé.».

C.c.,
a. 336o, ab.

21. L'article 336o dudit code est abrogé.

C.c.,
a. 337a,
mod.

22. L'article 337a dudit code, édicté par l'article 11 du chapitre 101 des lois de 1930-1931, est modifié par la suppression de ce qui suit: «; mais la femme ne peut être curatrice à son mari mineur émancipé non interdit».

C.c.,
a. 338,
mod.

23. L'article 338 dudit code est modifié par l'addition au paragraphe 1, après le mot «émancipé», des mots «en justice».

C.c.,
a. 342,
remp.

24. L'article 342 dudit code, modifié par l'article 12 du chapitre 101 des lois de 1930-1931, est remplacé par le suivant:

«**342.** Un époux, à moins de raisons jugées valables, doit être nommé curateur à son conjoint interdit.».

C.c.,
a. 488,
mod.

25. L'article 488 dudit code est modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, des mots suivants: «ou par jugement».

C.c.,
aa. 603 à
605, remp.

26. Les articles 603 à 605 dudit code sont remplacés par le suivant:

«**603.** Lorsque plusieurs personnes appelées à la succession l'une de l'autre décèdent sans qu'il soit possible d'établir laquelle a survécu à l'autre, elles sont réputées décédées au même instant.

La succession de chacune d'elles est dévolue aux héritiers qui auraient été appelés à la recueillir à défaut des personnes qui ont trouvé la mort dans de telles circonstances.».

C.c.,
a. 613,
mod.

27. L'article 613 dudit code est modifié par le remplacement des mots «de leur père» par les suivants: «de ce dernier».

C.c.,
a. 624,
mod.

28. L'article 624 dudit code est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**624.** La représentation a lieu lorsque le représenté est prédécédé, codécédé ou déclaré absent.».

C.c.,
a. 625,
mod.

29. L'article 625 dudit code, remplacé par l'article 5 du chapitre 74 des lois de 1915, est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

C.c.,
a. 633
(ang.),
mod.

30. Le texte anglais de l'article 633 dudit code est modifié par le remplacement des expressions «same marriage» et «different marriages» par les suivantes: «same union» et «different unions».

C.c.,
a. 658,
mod.

31. L'article 658 dudit code est modifié par la suppression, à la fin de l'article, des mots suivants: «si ce n'est par contrat de mariage».

C.c.,
a. 709,
mod.

32. L'article 709 dudit code, remplacé par l'article 4 du chapitre 71 des lois de 1923-1924, est modifié:

1° par l'addition, à la fin des mots «des mineurs même émancipés», des mots suivants: «en justice»; et

2° par le remplacement de l'expression «des copropriétaires majeurs» par la suivante: «des copropriétaires majeurs ou mineurs émancipés en mariage».

C.c.,
a. 735.1,
aj.

33. Ledit code est modifié par l'addition, après l'article 735, du suivant:

«**735.1** Les héritiers ou légataires acquittent, de la même manière que toutes autres charges et dettes de la succession, la prestation accordée au conjoint survivant en compensation de son apport, en biens ou services, à l'enrichissement du patrimoine de son conjoint décédé.

Cette prestation est fixée en tenant compte, notamment, des avantages que procurent au conjoint survivant le régime matrimonial, le contrat de mariage et la succession; elle est payable au comptant ou par versements.

Cette prestation compensatoire peut être payée, en tout ou en partie, par l'attribution d'un droit de propriété, d'usage ou d'habitation, conformément aux articles 458 à 462 du Code civil du Québec.».

C.c.,
a. 763,
mod.

34. L'article 763 dudit code, modifié par l'article 8 du chapitre 66 des lois de 1964 et l'article 15 du chapitre 77 des lois de 1969, est de nouveau modifié par l'addition, au deuxième alinéa, après les mots «le mineur émancipé», des mots suivants: «en justice».

C.c.,
a. 768, ab.

35. L'article 768 dudit code est abrogé.

C.c.,
a. 833,
mod.

36. L'article 833 dudit code, remplacé par l'article 9 du chapitre 85 des lois de 1971, est modifié par le remplacement, après le

mot «mineur», des mots «, émancipé ou non,» par les suivants: «même émancipé en justice,».

C.c.,
a. 844,
mod.

37. L'article 844 dudit code, remplacé par l'article 14 du chapitre 101 des lois de 1930-1931 et modifié par l'article 10 du chapitre 84 des lois de 1971, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

«Les témoins doivent y être nommés et désignés.

Tout majeur peut être témoin, mais les époux ne peuvent être témoins ensemble, non plus que le conjoint et les employés du notaire instrumentant.».

C.c.,
a. 907,
mod.

38. L'article 907 dudit code est modifié:

1° par l'insertion, au premier alinéa, entre les mots «mineur» et «ne peut agir» des mots suivants: «non émancipé»; et

2° par le remplacement du second alinéa par le suivant:

«Le mineur émancipé en justice ne le peut que si l'objet de l'exécution testamentaire est peu considérable eu égard à ses moyens.».

C.c.,
a. 981,
mod.

39. L'article 981 dudit code est modifié par la suppression au deuxième alinéa des mots suivants: «, et le mari pour sa femme obligée,».

C.c.,
a. 996,
mod.

40. L'article 996 dudit code est modifié par le remplacement des mots «sa femme» par les suivants: «son conjoint».

C.c.,
a. 1002,
remp.

41. L'article 1002 dudit code est remplacé par le suivant:

«**1002.** La simple lésion est une cause de nullité, en faveur du mineur non émancipé, contre toutes espèces d'actes lorsqu'il n'est pas assisté ou représenté par son tuteur et, lorsqu'il l'est, contre toutes espèces d'actes autres que ceux d'administration, et en faveur du mineur émancipé en justice, contre tous les contrats qui excèdent les bornes de sa capacité légale; sauf dispositions contraires de la loi.».

C.c.,
a. 1056,
mod.

42. L'article 1056 dudit code, modifié par l'article 1 du chapitre 98 des lois de 1930 et l'article 11 du chapitre 62 des lois de 1970, est de nouveau modifié par la suppression du deuxième alinéa.

C.c.,
a. 1061,
mod.

43. L'article 1061 dudit code est modifié par la suppression, à la fin du deuxième alinéa, des mots suivants: «, excepté par contrat de mariage».

C.c.,
a. 1208,
mod.

44. L'article 1208 dudit code, remplacé par l'article 1 du chapitre 39 des lois de 1893, modifié par l'article 2 du chapitre 38 des lois de 1906, l'article 2 du chapitre 70 des lois de 1923-1924, l'article 12 du chapitre 84 des lois de 1971 et l'article 4 du chapitre 68 des lois de 1972, est de nouveau modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Tout majeur sain d'esprit peut être témoin s'il n'est pas intéressé dans l'acte ou s'il n'est pas le conjoint du notaire instrumentant.».

C.c.,
aa. 1257 à
1425i, et
1436 à
1450, ab.

45. Les articles 1257 à 1425i et les articles 1436 à 1450 du titre quatrième du Livre troisième dudit code sont abrogés.

C.c.,
a. 1707,
mod.

46. L'article 1707 dudit code est modifié par l'addition, après les mots «mineurs émancipés», des mots suivants: «en justice».

C.c.,
a. 1708, ab.

47. L'article 1708 dudit code est abrogé.

C.c.,
a. 2002,
mod.

48. L'article 2002 dudit code est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

C.c.,
a. 2036,
mod.

49. L'article 2036 dudit code, remplacé par l'article 1 du chapitre 41 des lois de 1906 et modifié par l'article 1 du chapitre 72 des lois de 1922 (2^e session), est de nouveau modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Dans le cas d'un jugement accordant des aliments, le tribunal peut, sur requête du débiteur, déterminer l'immeuble sur lequel l'hypothèque judiciaire pourra s'exercer ou permettre au requérant de substituer à cette hypothèque une autre sûreté suffisante pour garantir le paiement des aliments; il peut aussi ordonner, aux frais du requérant, la radiation de l'hypothèque judiciaire enregistrée.».

C.c.,
a. 2086,
mod.

50. L'article 2086 dudit code est modifié par la suppression des mots suivants: «, des femmes sous puissance de mari».

C.c.,
a. 2087,
mod.

51. L'article 2087 dudit code est modifié par la suppression des mots suivants: «ou la femme mariée, eux-mêmes,».

C.c.,
a. 2117,
mod.

52. L'article 2117 dudit code, modifié par l'article 16 du chapitre 72 des lois de 1947 et l'article 10 du chapitre 45 des lois de 1948, est de nouveau modifié par la suppression, à la fin, des mots suivants: «, sous les peines portées contre le mari en l'article 2113».

C.c.,
a. 2129b,
mod.

53. L'article 2129b dudit code, édicté par l'article 27 du chapitre 72 des lois de 1947 et remplacé par l'article 15 du chapitre 45

des lois de 1948, est modifié par la suppression, dans la deuxième phrase, des mots suivants: «les femmes mariées».

C.c., int.
mod.

54. Ledit code est modifié par l'addition, à la suite de l'intitulé du chapitre V du titre dix-huitième du Livre troisième, de ce qui suit: «ET DE LA DÉCLARATION DE RÉSIDENCE».

C.c.,
a. 2148.1,
aj.

55. Ledit code est modifié par l'addition, après l'article 2148, du suivant:

«**2148.1** L'enregistrement d'une déclaration de résidence familiale n'est radié, à la demande de tout intéressé, que dans les cas suivants, sous réserve de l'article 2150:

1° les époux y consentent;

2° l'un des époux est décédé;

3° les époux sont séparés de corps ou divorcés;

4° le mariage a été annulé;

5° l'immeuble a été aliéné du consentement des époux ou avec l'autorisation du tribunal.

Dans les cas prévus par les paragraphes 2° à 5°, la demande doit être accompagnée d'un certificat de décès ou d'une copie du jugement, selon le cas.».

C.c.,
a. 2150,
mod.

56. L'article 2150 dudit code est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

«La radiation de la déclaration de résidence familiale doit aussi être ordonnée lorsque l'immeuble contre lequel elle avait été enregistrée a cessé de servir à cette fin.».

C.c.,
a. 2261.1,
aj.

57. Ledit code est modifié par l'addition, après l'article 2261, du suivant:

«**2261.1** L'action en nullité d'un acte accompli par un époux sans le consentement de son conjoint se prescrit par deux ans à compter de la connaissance de l'acte, si ce consentement était requis. Cependant, en aucun cas l'action ne peut être intentée plus de deux ans après la cessation de la vie commune ou, s'il s'agit d'actes accomplis dans l'exercice des droits et pouvoirs résultant du régime matrimonial, plus de deux ans après la dissolution du régime.».

C.c.,
aa. 2540,
2541,
2544,
2545,
2546,
2550 et
2551, mod.

58. Les articles 2540, 2541, 2544, 2545, 2546, 2550 et 2551 dudit code sont modifiés en y remplaçant partout où elle se trouve l'expression «propriétaire subrogé», qu'elle soit au singulier ou au

pluriel, par l'expression «propriétaire subsidiaire», au singulier ou au pluriel, selon le contexte.

C.c.,
a. 2555,
rempl.

59. L'article 2555 dudit code, édicté par l'article 2 du chapitre 70 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

«**2555.** La séparation de corps ne porte point atteinte aux droits du conjoint qu'il soit bénéficiaire ou propriétaire subsidiaire. Toutefois, le tribunal peut, au moment où il prononce la séparation, les déclarer révocables ou caducs.

Le divorce et la nullité de mariage rendent caduque toute désignation du conjoint à titre de bénéficiaire ou de propriétaire subsidiaire.».

L.R.Q.,
c. A-7, ab.

60. La Loi sur l'adoption (L.R.Q., c. A-7) est abrogée.

L.R.Q.,
c. C-12,
a. 39,
rempl.

61. L'article 39 de la Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., c. C-12) est remplacé par le suivant:

Protection
de l'enfant.

«**39.** Tout enfant a droit à la protection, à la sécurité et à l'attention que ses parents ou les personnes qui en tiennent lieu peuvent lui donner.».

L.R.Q.,
c. I-16,
a. 61, mod.

62. L'article 61 de la Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16) est modifié par l'insertion, au paragraphe 11°, entre les mots «signifie» et «le Code civil du Bas-Canada», de ce qui suit: «, selon le contexte, le Code civil du Québec ou».

Mineurs
de 16 à
18 ans.

63. Les mineurs âgés de 16 à 18 ans au jour de l'entrée en vigueur des articles 402 et 403 du Code civil du Québec peuvent se marier sans autorisation judiciaire si des formalités préalables à la célébration du mariage ont déjà été accomplies, pourvu que les consentements requis en vertu des anciens articles 119 à 121 du Code civil du Bas-Canada soient obtenus.

Causes
d'action
non main-
tenues.

64. Sous réserve des instances en cours, les mariages conclus antérieurement à l'entrée en vigueur de l'article 405 du Code civil du Québec ne peuvent pas être annulés sur le fondement des anciens articles 125 et 126 du Code civil du Bas-Canada.

Causes
d'actions
mainte-
nues.

La nullité des mariages célébrés antérieurement à l'entrée en vigueur des articles 423 à 439 du Code civil du Québec peut être demandée dans les cas et conditions prévus par ceux-ci. Toutefois, la validité des mariages contractés en conformité de l'ancien article 115 du Code civil du Bas-Canada ne peut pas être remise en cause au seul motif que les époux ou l'un d'eux avaient moins de 16 ans.

Instruc-
tion.

Une demande en nullité de mariage présentée avant l'entrée en vigueur des articles 423 à 439 du Code civil du Québec est instruite et jugée suivant la loi ancienne. Toutefois, les articles 431 à 439 du Code civil du Québec s'appliquent à ces demandes.

Appli-
cation,
aa. 440
à 462.

65. Les dispositions du chapitre sixième du titre premier du Livre deuxième du Code civil du Québec régissent tous les époux sans qu'il y ait lieu de considérer la date à laquelle le mariage a été célébré ou les conventions matrimoniales passées.

Commu-
nauté
légale.

66. Les époux mariés avant le 1^{er} juillet 1970 sous le régime de la communauté légale sont soumis aux dispositions qui régissent la communauté de meubles et acquêts énoncées par les anciens articles 1272 à 1425i du Code civil du Bas-Canada, tels qu'ils ont été modifiés par la Loi concernant les régimes matrimoniaux (1969, c. 77) et les lois postérieures.

Commu-
nauté
légale ou
conven-
tionnelle.

Les époux mariés sous un régime de communauté, légal ou conventionnel, avant l'entrée en vigueur de l'article 45 de la présente loi continuent à être soumis aux dispositions des articles susvisés et aux stipulations de leur contrat, sous réserve des dispositions impératives de la loi.

Disposi-
tions tran-
sitoires
mainte-
nues.
Appli-
cation,
a. 503.

Les dispositions transitoires énoncées à l'ancien article 1450 du Code civil du Bas-Canada sont maintenues en vigueur.

67. Sous réserve des accords amiables déjà intervenus et des décisions judiciaires passées en force de chose jugée, l'article 503 du Code civil du Québec est applicable à toutes les sociétés d'acquêts non liquidées à la date d'entrée en vigueur de cet article.

Sépara-
tions de
corps et
divorces.

68. Les séparations de corps et les divorces prononcés antérieurement à l'entrée en vigueur des articles 525 à 571 du Code civil du Québec continuent à être soumis, quant à leurs effets, aux dispositions des anciens articles 206 à 217 du Code civil du Bas-Canada.

Demandes
en
séparation
de corps.

69. Les demandes en séparation de corps présentées avant l'entrée en vigueur des articles 525 à 536 du Code civil du Québec sont poursuivies et jugées conformément aux dispositions des anciens articles 186 à 206 du Code civil du Bas-Canada et des articles 813 à 820 du Code de procédure civile.

Appli-
cation,
aa. 529
à 536.

Les articles 529 à 536 du Code civil du Québec qui règlent les effets de la séparation de corps et la manière dont elle prend fin sont immédiatement applicables à ces demandes.

Demandes
en divorce.

70. Les demandes en divorce présentées avant l'entrée en vigueur des articles 538 à 571 du Code civil du Québec sont pour-

suivies et jugées conformément à la Loi sur le divorce (S.R.C., 1970, c. D-8) et aux dispositions des anciens articles 200 à 205 du Code civil du Bas-Canada.

Appli-
cation,
aa. 555
à 571.

Les dispositions des articles 555 à 571 du Code civil du Québec qui règlent les effets du divorce sont immédiatement applicables à ces demandes.

Causes
d'action
anté-
rieures.

71. Les demandes en séparation de corps ou en divorce présentées postérieurement à l'entrée en vigueur des articles 525 à 571 du Code civil du Québec peuvent se fonder sur des faits qui se sont produits antérieurement à cette entrée en vigueur.

Appli-
cation,
aa. 572
à 594.
Instances
pendantes.

72. Les articles 572 à 594 du Code civil du Québec s'appliquent aux enfants nés avant leur entrée en vigueur.

Il en est fait application dans les instances pendantes au jour de cette entrée en vigueur.

Actes
antérieurs.

Les actes faits antérieurement à cette date produisent les effets que ces articles y attachent.

Droits
hérédi-
taires.

Les droits héréditaires résultant de l'article 594 du Code civil du Québec ne peuvent cependant être exercés dans les successions ouvertes avant son entrée en vigueur sauf, dans le cas d'une substitution non encore ouverte, au profit des appelés.

Demandes
en
adoption.

73. Les demandes en adoption présentées antérieurement à l'entrée en vigueur des articles 595 à 632 du Code civil du Québec sont poursuivies et jugées conformément aux dispositions de l'ancienne Loi sur l'adoption (L.R.Q., c. A-7).

Option des
adoptants.

Lorsque le placement en vue de l'adoption a été fait antérieurement à l'entrée en vigueur de ces articles, les adoptants ont la faculté de saisir le tribunal en se fondant sur les dispositions de l'ancienne loi. La demande est alors instruite et jugée conformément aux dispositions de cette loi.

Appli-
cation,
aa. 623,
626.

Dans ces deux cas, les articles 623 et 626 du Code civil du Québec sont cependant applicables.

Demande
de pension
alimen-
taire.

74. Lorsqu'une demande de pension alimentaire fondée sur les anciens articles 167 et 168 du Code civil du Bas-Canada a été présentée avant l'entrée en vigueur des articles 633 à 644 du Code civil du Québec, elle est jugée conformément à ces anciens articles.

Effets des
jugements.

Les décisions de justice attribuant une pension alimentaire à une personne sur le fondement des anciens articles 167 et 168 du Code civil du Bas-Canada continuent à produire leurs effets après l'entrée en vigueur des articles 633 à 644 du Code civil du Québec sans préjudice du droit du débiteur de la pension d'en demander la

réduction ou la suppression, si des circonstances nouvelles le justifient.

Application,
a. 658.

75. L'article 658 du Code civil du Québec est applicable même lorsque le jugement prononçant la déchéance de l'autorité parentale a été rendu antérieurement à son entrée en vigueur.

Successions non
liquidées.

76. Sous réserve des accords amiables déjà intervenus et des jugements passés en force de chose jugée, les dispositions des nouveaux articles 603 et 735.1 du Code civil du Bas-Canada sont applicables dans les successions non encore liquidées à la date de leur entrée en vigueur.

Renon-
ciation.

Toutefois, l'héritier qui a déjà accepté la succession peut néanmoins y renoncer dans l'année qui suit l'entrée en vigueur des articles 603 ou 735.1 du Code civil si ces articles trouvent application quant à la succession qu'il a acceptée.

Donations.

77. La limitation apportée par l'ancien article 768 du Code civil du Bas-Canada à certaines catégories de donations ne peut être invoquée, à compter de l'entrée en vigueur de l'article 35 de la présente loi, pour faire annuler ou réduire des donations qui auraient été faites antérieurement. Ces donations sont cependant considérées comme caduques si elles n'ont pas été exécutées avant le décès du donateur.

Nom d'un
enfant
mineur.

78. Les père et mère d'un enfant mineur peuvent, dans les deux ans suivant la date d'entrée en vigueur de l'article 56.1 du Code civil du Bas-Canada, transmettre au ministre de la Justice une requête en vue d'attribuer à leur enfant mineur un nom composé d'au plus deux parties provenant des noms de ses père et mère.

Requête.

Cette requête est faite conformément aux dispositions de la Loi sur le changement de nom et d'autres qualités de l'état civil (L.R.Q., c. C-10). Cependant, les requérants sont dispensés de donner les avis prévus par les articles 5 et 9 de ladite loi.

Nom du
conjoint.

79. Les époux mariés avant l'entrée en vigueur de la présente loi peuvent, s'ils le désirent, conserver l'usage du nom de leur conjoint.

Entrée en
vigueur.

80. La présente loi entrera en vigueur aux dates fixées par proclamations du gouvernement ultérieures au 1^{er} avril 1981. Toutefois, aucune proclamation ne pourra être faite qui viserait à mettre en vigueur une disposition de la présente loi, dans une matière relevant de la compétence législative du Parlement du Canada en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique de 1867, avant que ne soient apportées à cet acte les modifications conférant à la Législature du Québec la compétence législative en cette matière.

Table des matières
du
LIVRE DEUXIÈME
DU
CODE CIVIL DU QUÉBEC

LIVRE DEUXIÈME
DE LA FAMILLE

	<i>Articles</i>
TITRE PREMIER — Du mariage	400-537
CHAPITRE 1 — Des conditions requises pour contracter mariage	400-406
CHAPITRE 2 — Des oppositions au mariage	407-409
CHAPITRE 3 — De la célébration du mariage	410-420
CHAPITRE 4 — De la preuve du mariage	421-422
CHAPITRE 5 — Des nullités de mariage	423-439
Section I — Des causes de nullité	423-430
Section II — Des effets de la nullité	431-439
CHAPITRE 6 — Des effets du mariage	440-462
Section I — Des droits et des devoirs des époux	441-448
Section II — De la résidence familiale	449-462
CHAPITRE 7 — Des régimes matrimoniaux	463-524
Section I — Dispositions générales	463-479
§ 1- Du choix du régime matrimonial	463-474
§ 2- De l'exercice des droits et pouvoirs résultant du régime matrimonial	475-479
Section II — De la société d'acquêts	480-517
§ 1- De ce qui compose la société d'acquêts	480-492
§ 2- De l'administration des biens et de la responsabilité des dettes	493-496

§ 3- De la dissolution et de la liquidation du régime	497-517
Section III — De la séparation de biens	518-524
§ 1- De la séparation conventionnelle de biens	518-520
§ 2- De la séparation judiciaire de biens	521-524
CHAPITRE 8 — De la séparation de corps	525-536
Section I — Des causes et de la procédure de séparation de corps	525-528
Section II — Des effets de la séparation de corps	529-535
Section III — De la fin de la séparation de corps	536
CHAPITRE 9 — De la dissolution du mariage	537
TITRE DEUXIÈME — Du divorce	538-571
CHAPITRE 1 — Des causes de divorce	538-542
CHAPITRE 2 — De l'instance en divorce	543-554
Section I — Disposition générale	543
Section II — De la demande et de la preuve	544-545
Section III — Des mesures provisoires	546-550
Section IV — Des ajournements et de la réconciliation	551-554
CHAPITRE 3 — Des effets du divorce	555-571
Section I — Des effets du divorce à l'égard des époux	555-567
§ 1- Du règlement des intérêts financiers des époux	556-559
§ 2- Des effets du divorce quant aux aliments	560-567
Section II — Des effets du divorce à l'égard des enfants	568-571
TITRE TROISIÈME — De la filiation	572-632
CHAPITRE 1 — De la filiation par le sang	572-594
Section I — Des preuves de la filiation	572-580
§ 1- Du titre et de la possession d'état	572-573
§ 2- De la présomption de paternité	574-576
§ 3- De la reconnaissance volontaire	577-580
Section II — Des actions relatives à la filiation	581-593
§ 1- Du désaveu et de la contestation de paternité	581-586

§ 2- De la réclamation et de la contestation d'état	587-593
Section III — Des effets de la filiation	594
CHAPITRE 2 — De l'adoption	595-632
Section I — Des conditions de l'adoption	595-614
§ 1- Dispositions générales	595-600
§ 2- Du consentement de l'adopté	601-602
§ 3- Du consentement des parents ou du tuteur	603-610
§ 4- De la déclaration d'adoptabilité	611-614
Section II — De l'ordonnance de placement et du jugement d'adoption	615-625
Section III — Des effets de l'adoption	626-630
Section IV — Du caractère confidentiel des dossiers d'adoption	631-632
TITRE QUATRIÈME — De l'obligation alimentaire	633-644
TITRE CINQUIÈME — De l'autorité parentale	645-659